

Je suis un binational, mais le pays de mon coeur, c'est la France



Je suis natifs de Tunis, Tunisie. Il faut bien naître quelque part, et personne d'entre nous ne choisit son lieu de naissance, ni son origine ethnique, ni ses parents et leur milieu social, mais on peut aimer à mourir son pays d'adoption.

J'y ai vécu les vingt premières années de ma vie. Des années heureuses qui ne sont pas celles du purgatoire duquel j'aurai échappé comme je l'ai lu dans le dictionnaire de l'islamophobie dans le chapitre qui m'était consacré.

J'ai quitté cet ex-beau pays parce que j'avais un autre pays qui vivait en moi à travers mon père, militaire de carrière dans l'armée française.

Ce pays républicain et laïque s'appelle France, lieu où je

voulais finir mes études supérieures. J'y ai mené avec succès de front études et travail.

J'ai une relation fusionnelle avec la France depuis ma tendre enfance, héritée de mon père. Elle était la mère que je voudrais retrouver un jour.

Même si j'étais promis à un bel avenir professionnel et matériel en Tunisie, j'avais le sentiment que mon vrai pays n'était pas celui de ma naissance mais celui dont mon père avait défendu le drapeau.

J'étais un Français de coeur, imprégné de sa culture et de son histoire avant de l'être par la nationalité.

Je n'ai pas de dilemme à avoir si demain la France et la Tunisie sont en conflit. Mon choix est la France, rien que la France et ce sera ainsi jusqu'au dernier souffle de ma vie.

Je suis ce qu'on appelle un binational. Un néologisme dénué de fondement juridique, voire une aberration. Car on ne peut et on ne doit pas être national de deux pays simultanément.

Et si demain on me demande de renoncer à la nationalité tunisienne que je n'ai pas choisie et celle que j'ai choisie, à l'évidence je choisirai la nationalité française.

Il m'est toutefois difficile de rester indifférent aux malheurs du peuple qui n'est plus que l'ombre de lui-même depuis la deuxième chute de Carthage, détruite par ses occupants actuels arabes à la fin du VIIe siècle.

J'avais cru déceler un certain moment au temps de feu Bourguiba une lueur d'espoir de renaissance de son passé pré arabo-musulman, mais en 1982, un certain Mohamed Mzali, Premier ministre de Bourguiba, à la santé déclinante, a plongé le pays dans l'obscurité en arabisant à outrance son système d'éducation, à la grande joie de ses donneurs d'ordres saoudiens et Koweïtiens.

Ce virage à 180 degré est en réalité le début de la fin de la modernisation du pays et l'amorce de sa descente dans les enfers de l'obscurantisme, le fanatisme, le djihad et l'ignorance.

Salem Benammar